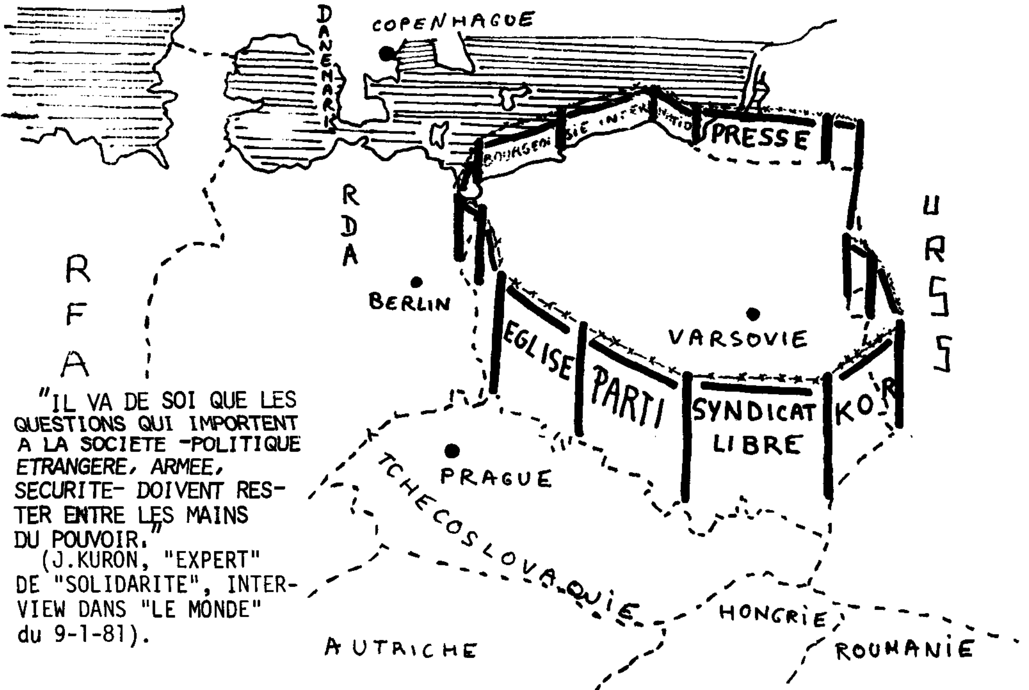
N 2485-82-3 F

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°82 / FEV 1981 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. can.

POLOGNE

BRISER L'ISOLEMENT NATIONAL ET L'ENCADREMENT SYNDICAL



"IL VA DE SOI QUE LES QUESTIONS QUI IMPORTENT A LA SOCIETE -POLITIQUE ETRANGERE, ARMEE, SECURITE- DOIVENT RESTER ENTRE LES MAINS DU POUVOIR."
(J.KURON, "EXPERT" DE "SOLIDARITE", INTERVIEW DANS "LE MONDE" du 9-1-81).

● En novembre, à la stupéfaction de l'appareil syndical "Solidarité", qui employait alors l'essentiel de son temps à stopper les grèves, les ouvriers polonais débordaient la revendication de la libération de deux membres de "Solidarité" en remettant en cause tout l'aspect repressif de l'Etat polonais, c'est à dire l'essentiel: armée, police, justice.

"- 24 novembre. La grève paralyse pendant deux heures les chemins de fer dans les banlieues de Varsovie et de Gdansk. Les grèves se multiplient dans tous les secteurs. L'usine mécanique d'Ursus se met en grève illimitée pour obtenir la libération de Narozniak et de Sopela. Cette revendication est reprise par "Solidarité" de la région de Mazowsze, qui réclame en outre la démission du procureur, l'abandon des poursuites contre les personnes "accusées d'activités anti-socialistes", l'enquête sur les responsables de la répression de 1970 et de 1976, ainsi que l'ouverture des pourparlers sur la légalité du parquet, de la police, et de la sûreté et sur le budget de ces services.
- 25 novembre. Trois grandes entreprises de la capitale se joignent à la grève d'Ursus."
("L'Alternative" n°8, page 57.)

En fait, fin novembre, cette situation est l'aboutissement de toute une période où les luttes n'ont fait que s'étendre et se généraliser dans toute la Pologne, après les accords de Gdansk, fin août. Pourtant, après six mois de lutte, malgré une situation économique de plus en plus catastrophique, pas grand chose à manger et pénurie de tout, pendant quelques semaines la Pologne "revenait à une situation sociale calme".

Pendant plusieurs jours, la seule image qui nous parvenait de Pologne n'était que l'image sinistre de milliers de chars massés aux frontières et prêts à intervenir.

Des luttes décidées et solidaires qui, pendant six mois avaient défié un des Etats les plus ~~rigides et~~ les plus caricaturalement militaire et policier du monde, "Solidarité" et Walesa en tête n'en donnaient plus que l'image : "Travail, famille, patrie", "prière et sacrifice". Enfin, rien de bien nouveau, encore moins de révolutionnaire.

Pour les ouvriers polonais, l'inauguration du monument à la mémoire des ouvriers fauchés par la répression en 70 donnait à "Solidarité", toujours Walesa en tête, l'occasion de développer un langage plus nationaliste, plus responsable, plus défenseur de la patrie et de l'économie nationale que jamais. Alors qu'ils avaient passé plusieurs mois à faire les "pompiers volants" et à faire barrage à la lutte, le silence des ouvriers polonais et la menace tant affirmée des chars russes, donnaient à "Solidarité" et Walesa l'occasion de dire tout haut ce qu'ils pensaient déjà tout bas.

Il y a une différence entre la réalité de la lutte des ouvriers polonais et l'image syndicale, nationaliste, religieuse et démocratique qu'en donnent les médias : journaux, radios et télévisions du monde entier. Même si les ouvriers polonais entretiennent encore beaucoup d'illusions nationalistes,

(suite p.4)

IMMIGRES

DU P.C.F A L'U.D.F LA BOURGEOISIE UNIE POUR DIVISER LES OUVRIERS

● Le même L. Stoléru qui, au moment de la mise en place des lois de sinistre mémoire, reconnaissait que l'expulsion des immigrés ne pourrait résoudre le problème du chômage, s'écrie aujourd'hui : *"un immigré de moins, c'est un chômeur de moins en France"*. Lui emboîtant le pas, Giscard d'Estaing vient de déclarer qu'il fallait permettre *"aux jeunes de se substituer aux étrangers, ce qui est une des clés du problème de l'emploi"*.

Ainsi, des mesures qui ne pouvait il y a deux ans résorber un million de chômeurs pourraient aujourd'hui en résorber près de deux ! La source de l'aggravation du chômage serait l'immigration ! N'est-ce pas l'Etat français lui-même, dont les représentants les plus éminents s'illustrent par ce genre de déclarations, qui n'accepte comme fonctionnaires que des "français de souche" et qui pourtant aujourd'hui renvoie les vacataires et cesse toute embauche ? L'Espagne et l'Italie, pays exportateurs de main-d'oeuvre, où l'immigration est quasi-nulle, ne se disputent - elles pas la prime du plus fort taux de chômage en Europe? Cela n'a pas empêché que l'Allemagne fédérale, pays qui a la réputation d'être tout de même moins durement touché par la crise que d'autres, retrouve aujourd'hui des taux d'aggravation du chômage aussi élevés que ceux d'avant les mesures radicales prises à l'encontre des travailleurs immigrés : plus d'un million de travailleurs -notamment turcs- expulsés en 74-75. Depuis lors, l'Allemagne est le pays qui pratique la politique la plus dure en matière de contrôle de l'immigration : aujourd'hui les chômeurs recensés en RFA viennent de dépasser le cap du million.

Mais il est vrai que la France n'est pas l'Allemagne. Si dans ce pays l''expulsion des ouvriers turcs a pu se faire si rapidement et sans heurt, en France l'immigration est beaucoup plus ancienne, les travailleurs espagnols, portugais ou maghrebins y sont beaucoup plus profondément intégrés dans la vie économique et sociale. Ainsi, le taux de travailleurs algériens en France est le résultat d'un accord entre les gouvernements des deux pays. La France ne pourrait remettre en cause sa politique d'immigration, sans bou-

(suite p.2)

SOMMAIRE

CAMPAGNE ANTI-IMMIGRES

LA BOURGEOISIE UNIE . . .

(suite de la p. 1)

leverser l'ensemble de ses liens économiques et diplomatiques vis-à-vis de l'Algérie. Par ailleurs, de par l'intégration ancienne des travailleurs étrangers en France et leurs traditions de lutte aux côtés des travailleurs français, une expulsion brutale des immigrés risquerait fort de provoquer des tensions sociales importantes.

Du seul point de vue de l'économie capitaliste, les bas salaires réservés aux immigrés sont de plus en plus nettement la condition qui permet à un certain nombre de secteurs (bâtiment, automobile ...) de conserver un minimum de compétitivité devant l'accélération de la crise. Quand, par contre, ces secteurs s'écroulent sous les effets de cette même crise, on assiste alors à des licenciements massifs de travailleurs étrangers QUI NE SONT JAMAIS REMPLACES.

La mise en place des lois Bonnet-Stoléru, rendant légal le renvoi d'un travailleur dans son pays pour "trouble de l'ordre public", "raisons sanitaires", ou "manque de ressources financières", correspondait bien à la meilleure compréhension possible par la bourgeoisie de la politique à mener par rapport à l'immigration : un travailleur immigré, c'est de la force de travail pas chère, qu'on peut expulser dès qu'elle cesse d'être employée ; un ouvrier immigré licencié ne sera pas un chômeur de plus en France, si on le renvoie dans son pays ! Non seulement on fait des économies sur les allocations chômage, mais on fait surtout peser une lourde menace sur une fraction de la classe ouvrière qui s'est montrée parmi les plus combatives et qu'on ne peut guère espérer enfermer dans les illusions syndicalistes, électoralistes ou nationalistes.

LA BOURGEOISIE SE PARTAGE LE TRAVAIL...

La campagne anti-immigrés relancée aujourd'hui et qui voit la participation de tous, de LO à l'extrême-droite, n'est donc pas complètement nouvelle, elle fait suite à tout un arsenal déjà mis en place par l'Etat français. En vérité, si la bourgeoisie française ne peut envisager réellement de remettre totalement en cause sa politique d'immigration, la campagne actuelle répond bien moins à des impératifs économiques qu'à un besoin politique : ce que craint la bourgeoisie,c'est bien la menace que contient l'accélération de son attaque anti-ouvrière : c'est aujourd'hui tous les ouvriers, jeunes ou vieux, français ou immigrés, qui sont confrontés à la baisse du niveau de vie, à l'aggravation des conditions de logement, à la menace du chômage, au resserrement du contrôle policier.

Faire de ceux qui subissent directement l'exploitation la plus féroce, les responsables de cette aggravation générale, prétendre qu'il y a avant tout un "problème de l'immigration", un "problème d'insécurité" ou de "ghettos", voilà à quoi s'emploie la campagne actuelle.

Que le PCF soit aujourd'hui aux avants-postes de cette campagne n'a pas de quoi nous étonner : n'est-il pas celui qui a toujours eu les accents les plus radicaux pour prôner le contrôle de l'immigration ? N'est-ce pas lui qui s'est toujours chargé de développer au sein de la classe ouvrière les arguments les plus nationalistes ? N'est-ce pas la gauche dans son ensemble, avec ses appareils syndicaux qui s'employa si bien à dénoncer la longue lutte de la Sonacotra ? Au moment où il s'agit de faire des travailleurs immigrés les boucs émissaires de la crise, de développer la haine entre les ouvriers, il n'est pas étonnant qu'on laisse à la gauche le soin de s'en charger "au nom des travailleurs". Ce battage en direction de la classe ouvrière vise à convaincre les prolétaires français que leur intérêt est dans le renforcement de la police contre "l'insécurité dans les banlieues", dans le renvoi des immigrés contre "la misère des ghettos". En ponctuant à coup de bulldozer une campagne orchestrée finalement par l'ensemble de la bourgeoisie, le PCF a reçu, de la part des uns et des autres, de Mitterrand à Stoleru, quelques invectives de forme, quelques protestations contre un racisme un peu trop voyant, mais tous lui ont assuré un soutien sur le fond : *"Les communistes ont raison de soulever le problème"* déclare "Le Matin". En s'écriant, à grand renfort de médias, "arrêter l'immigration, oui, mais en y mettant les formes", non seulement on fait passer le coup de Vitry pour quelque chose d'exceptionnel -comme si les expulsions légales hors des foyers n'était pas chose courante dans toutes les municipalités-, mais on entretient surtout l'idée que le fond du problème reste celui de l'immigration, celui d'une rivalité d'intérêts entre prolétaires français et immigrés. L'ennemi visé par ces protestations de forme n'est pas tant le PCF et ses méthodes que la classe ouvrière dans son ensemble. C'est contre l'unité de la classe ouvrière que la bourgeoisie organise sa campagne en se partageant les rôles.

... POUR MIEUX DIVISER LA CLASSE OUVRIERE

La campagne actuelle qui, à travers tous les médias, met en équation le nombre des chômeurs avec celui des travailleurs immigrés, qu'elle soit ou non un grossier mensonge du point de vue de l'économie capitaliste, s'appuie finalement sur l'idée qu'un travailleur immigré, c'est de l'embauche potentielle pour un chômeur français. On peut aussi bien dire qu'un ouvrier au travail, c'est de l'embauche potentielle pour un autre ouvrier au chômage, lequel représente du chômage potentiel pour celui qui travaille. Il n'y a pas une crise générale du capitalisme qui jette dans la misère une part sans cesse croissante de la classe ouvrière, il y a seulement une question de concurrence entre les prolétaires. Mais le chômage n'est pas une tare individuelle, il est une réalité sociale à laquelle sont confrontées toutes les familles ouvrières, de tous les pays. En se généralisant, il crée au contraire les conditions d'une solidarité accrue entre les prolétaires.

La campagne actuelle, comme le coup de Vitry, ont certes échoué à créer une vaste mobilisation ouvrière derrière les mots d'ordre racistes. Mais, le relatif calme social en France permet à la bourgeoisie de donner libre cours à une offensive idéologique anti-ouvrière qu'elle n'aurait certes pas pu mettre en place lorsque, par exemple, la lutte des loyers de la Sonacotra mobilisait massivement les travailleurs immigrés et que se réalisait, dans la lutte, une véritable solidarité, comme entre les sidérurgistes de Longwy et les grévistes des loyers.

Laisser aujourd'hui la bourgeoisie mener une offensive directe contre une partie de la classe ouvrière au nom des intérêts d'une autre, c'est accepter demain des licenciements à condition que ce soit les immigrés qu'on licencie... Un ouvrier immigré qu'on expulse, c'est toujours un chômeur de plus, c'est toujours une attaque de plus menée contre la classe ouvrière ; ne pas le comprendre, c'est non seulement leur permettre de nous faire accepter à tous plus de misère, et plus d'austérité, c'est accepter de voir nos rangs divisés, c'est renoncer à notre arme essentielle : notre UNITE.

J.U.

LE PCF A VITRY
UN BULLDOZER CONTRE LE PROLETARIAT

● Que le PCF fasse campagne pour plus de "sécurité" et pour un curieux "barrage au racisme" qui ressemble plus à une nouvelle attaque contre la classe ouvrière qu'à une aide généreuse pour contribuer à son unité par delà les races, cela n'a rien d'étonnant.

Depuis des années le PCF n'encourage-t-il pas les discriminations vis-à-vis du logement entre immigrés et français et pour le contrôle de l'immigration ? En octobre 69 n'avait-il pas déjà exigé de la droite : *"...une répartition équitable des travailleurs immigrés dans toutes les villes"*, ne s'était-il pas plaint de ce que la côte d'alerte des 10 % du seuil de tolérance chauvin était en voie d'être dépassé ?

On pourrait nous objecter sans peine, au contraire, que cela n'a pas toujours été le cas, que le PCF a souvent protesté contre les ratonnades des flics et les vidages des foyers Sonacotra où les flics cassaient les biens et souillaient les locaux des travailleurs. Disons que c'est comme les discours anti-Giscard, la réalité contredit les phrases, Mercieca et ses sbires ne sont-ils pas allés casser et souiller eux aussi ! Non, dira-t-on encore, si le maire de Vitry est intervenu aussi brutalement, c'est dans l'intérêt des ouvriers maliens, aux cris de *"Relogez-les à Saint-Maur !"* et *"il y a trop d'immigrés dans notre commune !"*. Il s'agit d'un soutien incontestable, comme la corde soutient le pendu. D'ailleurs,les travailleurs maliens ont été si convaincus qu'ils ne se sont pas rendus à la manif du 10 janvier à Vitry "contre les guettos" avec Marchais en tête. "L'Huma-dimanche" montre justement que plus les rues sont étroites, plus grande est la foule, que travailleurs français et immigrés sont étroitement mêlés quand la majorité du défilé était composée pour l'essentiel des élus staliniens enrubannés, et de 2 ou 3 employés municipaux contraints de parader pour leurs patrons. Pourquoi tant de bruit sur ce problème dans cette période électorale ? Par hasard ? Ce n'est pas par hasard en tout cas que le Comité central a proclamé peu après "l'incident" du bulldozer :

"La côte d'alerte est atteinte. Le patronat, le pouvoir giscardien -avec notamment son ministre Stoléru et ses préfets- continuent malgré leurs déclarations à favoriser l'entrée de travailleurs immigrés en France, dans les pires conditions, en poursuivant leur concentration dans des guettos. Cette politique aggrave les problèmes de rapports humains, de charges sociales, de scolarité, de chômage."

Ils ont osé dire cela ! Aussitôt tous les autres partis se sont mis à jeter la pierre au PCF, à le traiter de raciste, alors que pour l'essentiel il ne fait qu'exprimer ce qu'ils pensent tous : *"il faut stopper l'immigration officielle et clandestine"*, comme l'a déclaré Marchais. Mais, mieux encore, d'autant plus que l'Etat ne peut pas se permettre d'expulser les immigrés qui sont ici à tour de bras, n'est-il pas plus efficace de laisser proclamer à un parti bourgeois qui passe pour être "pour les ouvriers", que le chômage c'est la faute de ceux qui ont été "prendre" ou "trouver" du travail hors du pays où ils sont nés ? En faisant retomber la responsabilité du chômage et de l'insécurité sur les "immigrés", on aboutit à quoi ? A la division de la classe ouvrière ! Voilà le combat que mène le PCF !

En vérité,le PCF a peur de ce qu'il appelle "ghettos", non pas de la misère qu'on y trouve, mais des milliers de Mustapha (1) que secrètent les concentrations urbaines de HLM. Voilà que le PCF craint ces jeunes prolétaires qui crient haut et fort leur révolte contre ce système pourrissant sans oublier le PC. Ce qui frappe le PCF, ce n'est pas la violence des petits truands, ni les vols à la tire, choses qui existent un peu partout comme produits de la misère capitaliste. Non, ce qui frappe le PCF, c'est la violence contre l'ordre social. C'est la riposte de familles entières, de quartiers ouvriers à Créteil ou à Lyon contre les humiliations des flics contre un seul d'entre

(suite p.7)

L.O., la 5ème roue du bulldozer

●"Il n'y a pas de lutte révolutionnaire du prolétariat sans remise en cause des PC. Les PC ne sont plus aujourd'hui des instruments de l'émancipation des travailleurs. Ils sont corrompus par la bourgeoisie, nationalistes, racistes, réformistes et non révolutionnaires."

Peu ou prou, voilà ce que, en substance, les trotskystes disent, magnifiques représentants de l'essence gauchiste.

Du moins, c'est ce qu'ils disent lorsque les circonstances ne les obligent pas à prendre une position trop engageante devant les ouvriers dont ils infestent les rangs de leur propagande. Mais quand il faut bien se déterminer, c'est un autre son de cloche. Tel est le cas, en ce moment, à propos du battage bourgeois autour des travailleurs immigrés. Faisant fi de toutes les dénonciations portées contre le PCF par les grévistes des loyers de la SONACOTRA, tout au long de leur lutte de plus de six ans, un groupe comme "Lutte ouvrière", n'a pas peur de dire : *"si le PCF a aujourd'hui des problèmes avec les immigrés (...) c'est parce qu'il est le parti qui, à la tête des municipalités, a le plus fait pour les immigrés"*.(Journal "LO" du 8/11/80). Persistant et signant, le groupe d'Arlette Laguiller affirmait encore dans le feu du coup de Vitry : *"c'est pourquoi, ceux qui pourraient se laisser aller (...) à participer au concert de la bourgeoisie contre le PCF se mettent dans le camp des ennemis des travailleurs"*.("LO" du 30/01/81). Les autres gauchistes disent pareil, mais avec plus de prudence.

Ouvriers, camarades, votre force de classe est montante. La bourgeoisie en a peur. C'est pourquoi elle renforce tous ses moyens pour diviser vos rangs: tel est le sens le plus profond de sa campagne sur les travailleurs immigrés et le chômage (voir nos autres articles dans ce numéro). Elle mobilise ses forces. Le PCF, qui n'a jamais caché sa volonté hostile contre les ouvriers immigrés, participe à cette campagne de division. Il est un parti bourgeois et, en conséquence, son nationalisme n'est pas accidentel, il est naturel. C'est un diviseur bourgeois professionnel, votre ennemi, comme toute la bourgeoisie : il est irredressable. Ceux qui soutiennent ce diviseur, qu'importe leurs considérations critiques, plus de méthode d'ailleurs que de fond, n'oeuvrent qu'à renforcer la division : ils sont aussi des agents bourgeois.

Ouvriers, camarades, la crise capitaliste contraint de plus en plus la bourgeoisie à exposer jusqu'à ses mécanismes ultimes de mystification à votre égard. Cela prend avec le PCF la forme d'un bulldozer contre un foyer d'ouvriers. Cela prend aussi l'allure d'un démasquage du double langage des gauchistes, révolutionnaires en paroles, renforceurs de la division ouvrière en pratique, pur soutien des diviseurs de la classe ouvrière .

La lutte en Pologne commence à poser comme exigence pratique l'internationalisme prolétarien. C'est aussi cet internationalisme qui doit être notre attitude, entre immigrés et autres ouvriers. L'internationalisme prolétarien doit être notre critère pour combattre dans et par la pratique de lutte, ceux qui divisent le prolétariat ou appuient, effectivement, les diviseurs tout en les critiquant, pour mieux embrouiller notre conscience de classe naissante.

Mx.

ITALIE

LICENCIEMENTS, REPRESSION... C'EST L'ETAT QUI FAIT REGNER LA TERREUR

●Plus les campagnes anti-terroristes de l'Etat s'intensifient en Europe occidentale, moins elles parviennent à masquer que l'usage de la terreur est naturel dans l'exercice du pouvoir par la bourgeoisie et que le recours direct ou indirect au terrorisme sous toutes ses formes est une pratique courante de l'Etat.

Il est devenu en effet évident que, depuis une dizaine d'années, l'Etat italien, de plus en plus discrédité à mesure qu'il s'enfonce dans une crise politique permanente, ne parvient à asseoir son autorité qu'à renforts de plus en plus fréquents et massifs de campagnes anti-terroristes et d'appels vibrants à l'union nationale. Dans cette situation déjà marquée de longue date par une valse des postes ministériels et par des représentants du pouvoir plus déconsidérés qu'ailleurs par maints scandales financiers ou immobiliers et maintes corruptions avérées, il en est réduit à agiter alternativement le spectre des chemises noires du fascisme et les fantômes cagoulards des brigades rouges pour ravaler son image et tenter de resserrer les rangs autour de lui.

Après les bombes et les massacres de la piazza Fontana à Milan, du train "Italicus", de Brescia, de Bologne, après le meurtre de Pinelli et la liquidation plus ou moins discrète de maints personnages gênants ou encombrants et même avoir sacrifié un de ses plus hauts commis, Aldo Moro, ce que l'Etat présente aujourd'hui n'est qu'une nouvelle version du même scénario démontrant toute la pauvreté d'expédients d'une bourgeoisie aux abois qui est relancé à travers les médias par tous les maffiosi et tous les larbins de cet Etat.

Au lendemain d'une épreuve où la population aura été aussi marquée par la totale incurie de l'Etat à apporter de simples secours matériels aux sinistrés du sud que par le seisme lui-même et l'ampleur de la catastrophe et au moment où il s'agit d'annoncer plus de 12 000 licenciements (soit 16 % des effectifs) dans le groupe Montedison, géant de l'industrie chimique et second groupe industriel italien après la Fiat, la recrudescence du battage anti-terroriste apparaît on ne peut mieux sur le devant de la scène.

Ceci dans un pays où le chômage officiel (1) approche du cap des 2 millions et où les hausses de prix à la consommation ont dépassé 21 % en 1980. Mais il faut rappeler qu'en septembre octobre, l'élan de la campagne anti-terroriste suivant l'attentat de Bologne avait été stoppé net par la mobilisation ouvrière contre l'annonce de 23 000 mises au chômage à la Fiat.

Entre août et octobre 80, le nombre d'ouvriers qui ont dû être pris en charge par la "Cassa Integrazione" (mutuelle pour les salariés mis à pied) a d'ailleurs triplé. Mais heureux Etat qui, dans ses malheurs, trouve toujours au moment opportun en dépit de plus de 3 000 emprisonnements "politiques" des réserves inépuisables d'affreux terroristes supérieurement organisés !

Mais dans cette "organisation", certains faits restent troublants :

- Les "brigades rouges" assassinent fin décembre le général Calvaligi, chef des carabiniers et présenté comme "bras droit" du chef des services secrets, le général Della Chiesa. On apprend que Calvaligi avait joué, guère plus de 48 heures auparavant un rôle majeur dans la répression de la curieuse rebellion de "brigadistes" incarcérés dans la prison de Trani, moderne "prison-modèle" de cet Etat, modèle de pourrissement et de déprédation. Une telle promptitude et efficacité des "brigades rouges" est expliqué -communiqué des "brigades" à l'appui- par le fait que Calvaligi aurait été "donné" par le juge d'Urso, chargé de l'instruction de plusieurs procès de terroristes et enlevé par les "brigadistes" depuis le 12 décembre. Si le kidnapping de d'Urso peut servir d'alibi dans le maquillage d'un crime-règlement de comptes dans les sphères du pouvoir : de "l'affaire Moro"(2) à l'attentat de Bologne, les affaires où ont été mêlés les services secrets ne manquent pas (il n'y a pas moins de 5 réseaux principaux de polices parallèles concurrentes en Italie), le meurtre d'un chef des services secrets n'avait pas de quoi soulever une vive indignation dans la population ni susciter une sacro-sainte croisade contre le terrorisme. Mais le "chantage" pour la libération du petit juge d'Urso pouvait, lui, être utilisé à cette fin.

- Cependant, la principale revendication avancée par les terroristes n'était pas la libération de "brigadistes" alors que certains ont à purger de lourdes peines mais la publication dans les organes de presse des déclarations d'un "comité pour les droits des détenus" qui s'est formé dans les prisons de Palmi et de Trani.

- Quant à l'autre revendication majeure, elle était la fermeture de la prison sarde de l'Asinara à laquelle le gouvernement a cédé et obtempéré immédiatement, quoique la seule pression ait été celle des députés du PS, mais par la voix de Pertini, on apprend que "la fermeture de cette prison était prévue depuis longtemps.

- A la faveur de l'arrestation de deux journalistes de "l'Espresso" coupables d'une publication d'interview des "brigadistes", est trouvé le bouc-émissaire rêvé, un enseignant stagiaire en criminologie nommé Senzani, parent d'un brigadiste détenu qu'on "reconnaît" comme ayant joué un rôle d'intermédiaire dans l'interview. Mais "la piste" mène à un cul-de-sac : en fait, cela faisait deux ans qu'un avis de recherche était lancé contre lui et qu'il s'était évanoui dans la nature !

Mais que le terrorisme soit directement introduit par l'Etat ou soit le produit d'infiltrations policières dans les milieux terroristes et autonomes aisément manipulables, est un aspect tout à fait secondaire au même titre que la question de la libération finale ou de l'exécution de d'Urso et du degré d'utilisation dans l'affaire de pauvres pantins gauchisants tels les Negri, Piperno, Scalzone ou Curcio.

La campagne était lancée et allait prendre une ampleur démesurée : joutes oratoires spectaculaires au Parlement -ou même boissons lancées au visage-, "l'affrontement" entre partisans d'un "front de la fermeté" où s'illustrent le "probe et très démocrate" président Pertini et surtout le PC réclamant le plus et fort "l'assainissement et la rénovation de l'Etat" et les mesures les plus fermes envers le terrorisme, et les apôtres d'un "humanitarisme" où brillent PS et gauchistes recouvre la plus belle hypocrisie. Car tous sont d'accord sur le fond du débat qui est de prêcher le plus de fermeté possible et les plus féroces mesures de répression envers le "terrorisme".

Mais si l'Italie se trouve à l'avant-garde des arsenaux repressifs et juridiques existants : "détention préventive" pouvant aller jusqu'à 12 ans, "droit de perquisition" sans mandat judiciaire, peines de 4 ans d'emprisonnement pour simple détention de "documents subversifs", le seul "réseau international organisé" dont l'existence ne fasse aucun doute se trouve dans les mesures répressives jumelles mises en place dans le cadre d'un "espace judiciaire européen" autour des attentats de Bologne, de la rue Copernic à Paris, de Munich ou d'Anvers (voir article dans ce journal) : accords d'extradition entre Etats, accroissements considérable des budgets, des effectifs, des moyens matériels plus ou moins sophistiqués mis à la disposition de la police, généralisation des mesures anti-immigrés, systématisation des contrôles et informatisation du fichage dans les populations, aggravation des peines juridiques et notamment pour les "délits politiques", durcissement de l'appareil pénitenciaire, encouragements à la délation...

Mais les appels à l'union nationale dans la population et à la mobilisation autour de l'Etat font de moins en moins illusion. Les raisons en sont si simples : Il est de plus en plus difficile de croire à ces battages parce qu'il est difficile de faire porter aux terroristes la responsabilité de tous les maux engendrés par la crise capitaliste. Il est de plus en plus difficile pour les ouvriers comme pour l'ensemble de la population de se sentir solidaire d'un Etat dont les seules manifestations concrètes sont pour commander davantage de "sacrifices", de licenciements et de police.

Y.D

Notes :
(1) L'importance du travail noir et l'emploi largement répendu d'une main-d'oeuvre occasionnelle permettent encore mieux qu'ailleurs de manipuler et de trafiquer les chiffres du chômage.
(2) Moro, dans sa détention, avait écrit à sa femme qu'il y avait "des vérités déplaisantes et dangereuses" à découvrir.

ALGERIE

DES MILITANTS DE LA CLASSE OUVRIERE EMPRISONNES

●En Algérie, l'Etat bourgeois quadrille la population, organise la répression anti-ouvrière et tente de compenser la masse de jeunes sans-travail par 2 ans de service militaire. Le chômage "déguisé" et cette répression sont de plus en plus mal supportés et ont entrainés des émeutes comme celles de Tizi-Ouzou. L'Etat algérien a beau utiliser tout son arsenal idéologique "socialisant", nationaliste et religieux, la classe ouvrière n'est pas aveuglée pour autant, elle subit quand elle ne réagit pas. Combien sont emprisonnés pour s'être révolté contre cet ordre capitaliste ? Combien dont nous ne connaîtrons jamais les noms ? A Tizi-Ouzou et ailleurs?

Dès que cela est possible, il faut briser la loi du silence de la bourgeoisie algérienne complice de la française quand il s'agit de dénaturer la lutte prolétarienne et de mentir sur les faits. Nous avons eu confirmation par le PCI (Programme Communiste), après de minces entrefilets de la presse bourgeoise, du fait que 5 militants et contacts ont été condamnés de 3 à 10 ans de prison par le tribunal militaire de Blida le 27 décembre dernier. Il s'agit de Mohamed Benssada (condamné par défaut), Rabah Benkhallat, Abdelmalek Kendour, Ali Akkache et Mohamed Naaman. Sans parler de leurs proches amis, inquiétés eux aussi, ces camarades ont été torturés puis condamnés sans aucune preuve si ce n'est l'accusation "d'atteinte à la Sûreté de l'Etat" et de "complot". Illustration de ce que signifie la "libération nationale" des Ben Bella, Boumédienne et Chadli, la sévérité du jugement parait cependant disproportionnée pour une poignée de militants de la classe ouvrière. Cette sévérité ne peut s'expliquer que par la trouille de l'Etat algérien face au prolétariat et face à ceux qui se revendiquent de lui. Il faut donc des boucs-émissaires. Il faut faire résoner la terreur. L'Etat algérien a tué à Tizi-Ouzou ; il torture et emprisonne ceux qui sont considérés comme dangereux pour les idées qu'ils défendent, parce qu'ils dénoncent haut et fort le faux socialisme algérien et l'exploitation des masses travailleuses, parce qu'ils se battent pour une vraie société communiste. Nous sommes de tout coeur aux côtés de ces militants de la classe ouvrière. En dépit de nos faibles forces, nous ne nous faisons aucune illusion sur les possibilités juridiques de les faire libérer ni sur la magnanimité de la justice bourgeoise. S'ils peuvent être libérés avant terme des mains de la sinistre Sécurité militaire, ils le seront par la classe ouvrière en Algérie en suivant l'exemple des ouvriers en Iran, en Pologne.

EST-OUEST

VERS L'ETAT TOTALITAIRE

●Derrière chaque compte-rendu de situation que les journalistes font des évènements de Pologne, sous le trait de chaque dessinateur politique de presse, il y a toujours, peu ou prou, un profil de tanks russes. C'est vrai que cette menace des tanks existe. Mais si la bourgeoisie occidentale se donne les armes d'un tel battage sur le péril de répression suspendu au-dessus des ouvriers polonais, c'est au fond des choses parce qu'elle a le vif désir que cette répression survienne. En Occident aussi, la bourgeoisie est confrontée à la question de la répression. Avec sa consoeur de l'Est, il y a communauté de préoccupation, car toute la bourgeoisie du monde a devant elle une même situation : les désordres sociaux et les convulsions qu'entraîne l'aggravation de la crise capitaliste mettent partout l'Etat bourgeois dans les conditions d'un affaiblissement devant la société qu'il doit assujettir.

C'est pourquoi, derrière les effets de propagande commandés par les antagonismes impérialistes, il y a bien un cri du coeur commun qui, à l'Ouest comme à l'Est, s'élève des poitrines bourgeoises : renforçons, fortifions, réarmons l'Etat. Aujourd'hui, partir de la Pologne et des pays de l'Est n'est que le meilleur moyen d'arriver à poser le cadre international dans lequel se joue véritablement le rapport de forces entre d'un côté, la bourgeoisie et, de l'autre, la classe ouvrière et les populations exploitées.

La propagande bourgeoise , en occident, ne trouve pas d'image trop frappante pour nous évoquer l'exceptionnel appareil de répression prêt à s'abattre sur la Pologne.

Mais c'est justement de la pure propagande. Non pas du fait de dire qu'un tel arsenal de répression existe à l'Est. Ça, c'est exact. Mais dans le fait de prétendre que c'est particulier aux pays de l'Est, propre au totalitarisme des régimes dits "communistes".

Aujourd'hui, avec l'accentuation des effets de la crise capitaliste , les boniments bourgeois n'abusent plus si facilement ceux à qui ils s'adressent, les exploités.

D'une part, il y a de moins en moins de gens pour croire que les pays de l'Est soient "communistes", et surtout à l'Est. De plus en plus, la crise capitaliste réunit les conditions, pour que les ouvriers, à l'Est comme à l'Ouest, et dans le tiers-monde, perçoivent le monde comme une réalité capitaliste unique. Que ce soit sous forme de pénurie des moyens de consommation, de chômage, d'inflation, et, partout, d'austérité, les travailleurs vivent la même réalité qui engendre une même conscience et la même lutte.

Totalitarisme? Emprise insoutenable de l'Etat sur la vie sociale? La propagande bourgeoise de l'Ouest dit que la lutte en Pologne est un combat pour échapper à cela et bénéficier de la démocratie à l'occidentale. Mais la réalité montre aujourd'hui que la démocratie occidentalo-bourgeoise est un pur leurre.

La tendance totalitariste, il n'est pas besoin d'aller la découvrir à l'Est. Elle existe depuis longtemps en occident, au moins sous forme de contrôle de l'Etat sur tous les mécanismes économiques, sur les moyens d'information, sur le cadre de la vie sociale. Violentes ou subtiles, matérielles ou idéologiques, les caractéristiques totalitaires éclatent aujourd'hui aux yeux de tous : le décuplement des effectifs de flics, la collaboration internationale de la police, l'accroissement, dans le rôle des armées, de l'élément de défense de l'ordre intérieur. Ce sont les vastes campagnes d'intoxication du genre "droits de l'homme". C'est, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, la promulgation de lois privatives et limitatrices, même des faux semblants des "libertés démocratiques", baptisées "sécurité et liberté." C'est la politique de condamner les masses de travailleurs immigrés à crever de faim, comme les juifs des nazis...

(suite p.7)

POLOGNE

RECUL OU ECRASEMENT: FAUSSE ALTERNATIVE SYNDICALE ET NATIONALE

"La lutte qui se déroule en Pologne, se déroule dans le cadre de l'Etat polonais, dans le cadre d'un Etat socialiste." Tel est le communiqué commun de tous les syndicats italiens et de "Solidarité", consécutif au "show" Walesa en Italie.
L'Est est socialiste, la Pologne est un cas à part, tout peut se résoudre par une conciliation à l'intérieur de la nation, voilà ce que matraque la bourgeoisie, de l'Est à l'Ouest. Voilà ce que matraquent ses partis, se syndicats. Voilà ce que matraque la "ligne d'action" de "Solidarité".

LES DONNEES DE L'ALTERNATIVE

● La problématique de Walesa et des "experts" est fondée sur un faux choix : "OU se plier aux diktats de l'économie nationale, rester sages et laisser manoeuvrer les syndicats, OU prendre la responsabilité d'un affrontement avec les forces militaires du bloc russe."

C'est cette vision de l'avenir qu'il offre aux ouvriers en Pologne, pendant qu'il contribue à propager partout que la lutte est "spécifiquement polonaise".

"Nous sommes avant tout polonais, et c'est avant tout l'intérêt de la Pologne, au-dessus du syndicat, de toutes nos revendications, de nos souhaits..." (Walesa, TF1, 15-1-81).

C'est cet esprit nationaliste, cette vision qu'il s'agit d'analyser en détail l'économie capitaliste pour voir quel créneau peut se permettre la classe ouvrière, qui domine l'appareil de Solidarité. Cet appareil, la ligne qu'il affiche, ne sont pas remises en causes, ouvertement. Mais toute la pratique des ouvriers va à son encontre : encore dernièrement, c'est dans leurs assemblées générales que les ouvriers ont décidé la grève pour les samedis libres, contre l'avis de Walesa, contre l'avis des "experts", qui estimaient que l'économie nationale ne pouvait pas tolérer que les ouvriers se reposent deux jours par semaine.

La classe ouvrière sait qu'avec ou sans samedis libres, la situation empirera de toutes façons. Que les queues, les pénuries (contre lesquelles le rationnement, présenté comme solution par les "experts" est impuissant : il n'y a rien à rationner, souvent), les coups bas de l'Etat continueront. Elle sait que sans la pression qu'elle maintient depuis six mois, la situation serait encore plus catastrophique. Elle sait aussi, d'expérience, que dès que sa vigilance baissera, dès que son unité s'affaiblira, elle subira une répression à la hauteur de la peur qu'a eue la bourgeoisie, bien pire qu'aux lendemains de 70, où les ouvriers étaient traqués un par un comme des lapins.

La conciliation entre classes dans l'intérêt national, les ouvriers l'envisagent avec plus que de la méfiance. Walesa, lui proteste : "Comment l'Etat peut-il se méfier de nous?" (interview publié dans l'Alternative"N°8) et reproche aux autorités de "présenter le syndicat comme un mouvement irresponsable, indifférent aux difficultés économiques du pays et manquant de bonne volonté" ("Le Matin", 24-1-81). Après que le syndicat ait arrêté tant de mouvements, aidé à faire passer tant de mesures de restrictions depuis octobre, discuté avec le gouvernement de ce qu'il serait possible de faire miroiter aux ouvriers en échange d'une nouvelle augmentation des prix, matraqué tant qu'il pouvait que des sacrifices étaient nécessaires pour la survie de la nation, on comprend que le syndicat insiste sur l'ingratitude de l'Etat. Ce qui le préoccupe, c'est bien comme le dit Kuron, la façon de faire passer la pilule que réserve aux ouvriers l'Etat polonais : *"Si nous voulons convaincre ces millions de nos compatriotes et leur faire accepter les restrictions que nous estimons nécessaires, nous devons leur dire clairement les raisons." ("Le Monde" 19-1-81).*

Dès que la classe a marqué un temps d'hésitation, les syndicats ont enfoncé plus ouvertement le clou de la résignation. La pression de la classe les a brutalement réveillés et on voit aujourd'hui Walesa afficher sa "fermeté de voir respectés les accords de Gdansk", et on présente partout la lutte actuelle comme une"victoire de Walesa". Après s'être opposé au mouvement, l'appareil de "Solidarité" tente d'en prendre la tête, selon une méthode bien connue en Occident : il vaut mieux, quand la lutte est trop forte, feindre d'aller dans son sens pour mieux en tordre la direction première vers des objectifs "réalistes" : abandonnez les revendications économiques, ce qui est important, c'est "Solidarité", la reconnaissance du syndicat, en soi.

Les ouvriers résistent à cet embrigadement, au niveau de leur pratique immédiate, ils ne se plient pas aux "diktats du bien national", mais ils ne veulent pas non plus "prendre la responsabilité d'un affrontement militaire". Et ils ont raison. Il n'est pas besoin d'experts pour savoir que, s'ils s'attaquent directement à cet Etat qui s'oppose à leur volonté, ils auront devant eux les forces militaires du bloc russe, mais aussi tous les déploiements idéologiques de la bourgeoisie occidentale et toute l'aide qu'elle apportera à la répression. Quand les ouvriers ont passé le cap de mettre en question les bases de l'Etat, ils ont eu une idée de l'ampleur des forces qui se dressaient contre eux. Les ouvriers ne sont pas prêts à se battre les mains nues dans un affrontement désespéré. Leur attitude actuelle témoigne d'une grande maturité sur cette question : de la compréhension de la nécessité de se renforcer contre l'Etat avant de pouvoir s'opposer à lui.

Mais, selon cette fausse alternative : reculer ou être écrasés, l'appareil de "Solidarité" apparaît comme un paravent qui protège de la répression tout en permettant quand même la pression ouvrière. Il n'en est rien. Il est l'instrument qui la livrera pieds et poings liés à la première alternative : la défaite. "Solidarité" brise la force de la mobilisation ouvrière, son extension qui SEULE EST UN OBSTACLE A LA REPRESSION: *"Les autorités soviétiques craignent qu'une intervention de l'armée est-allemande en Pologne provoque un mouvement généralisé de grèves en RDA."* ("Lettre de l'Expansion"du 22-12-80).

LES BESOINS DE LA CLASSE ET L'OBJECTIF SYNDICAL

"Solidarité", comme tous les syndicats du monde, s'oppose aux besoins les plus fondamentaux pour une perspective de renforcement de la classe ouvrière : le besoin de rester mobilisés et la nécessité d'une internationalisation.

-Si les ouvriers maintiennent leurs assemblées générales, c'est contre le syndicalisme. Solidarité est un syndicat, un appareil qui n'a rien à voir avec les comités ouvriers, les MKS de cet été, issus des assemblées générales. Son attitude anti-grève de ces derniers mois suffit à le prouver. Il est vrai que "Solidarité" compte 8 millions d'adhérents, il est vrai aussi que le "syndicat libre" a été une des revendications posée dans les accords de Gdansk, mais être membre d'un syndicat n'a rien à voir avec le fait de décider collectivement de la lutte dans les assemblées ouvrières. Quand les ouvriers polonais revendiquaient le "syndicalisme libre", la chose pour laquelle ils se battaient c'était la liberté de se mobiliser, de se débarrasser de l'encadrement et de la militarisation de la vie de l'Etat polonais, de se débarrasser des syndicats officiels chargés de faire appliquer les directions de l'Etat. Le syndicalisme, c'est reporter la décision à quelques "délégués" chargés d'"étudier la conciliation" et qui deviennent vite les champions de l'intérêt de l'Etat. Continuer à se réunir en assemblées générales, c'est le seul cadre pour une mobilisation. Sans A.G., il n'y a pas de décision collective, pas de créativité, pas de discussions qui fassent avancer la classe dans la clarification de ses buts et de ses moyens.

-Que les ouvriers puissent agir comme un tout, qu'ils soient une force soudée qui avance ensemble, tel est un deuxième besoin vital du mouvement. La centralisation, l'unité, la force du mouvement, ce n'est pas "Solidarité" qui la fait. Le syndicat devient obligatoirement une expression séparée, coupée du mouvement? "Solidarité" exprime-t-il la volonté ouvrière commune, qui déborde partout ses consignes de modération? Pour garder la force qu'ils ont eu pour tenir tête à la bourgeoisie, les ouvriers ne peuvent pas compter sur une centralisation extérieure, mais sur leur vigilance permanente et le renforcement des liens qui unissent leurs lieux de discussions.

-Le troisième besoin vital, le plus essentiel à la classe ouvrière est la clarification des objectifs de la lutte. Pour avancer dans cette perspective, les ouvriers doivent d'abord bien comprendre ce qu'ILS ONT FAIT, à quelles limites ils se sont heurtés, et quels sont les moyens de leur dépassement. La lutte est arrivée à certaines limites avec la remise en cause de milliers de l'Etat : armée, police, justice. Soit les ouvriers tirent à fond les leçons de leur pratique, soit ils s'exposent aux multiples tentatives de récupération que la bourgeoisie déploie pour affaiblir leur conscience.

En posant la question, en août, de l'impossibilité d'arrêter l'aggravation de leurs conditions de vie dans ce système, les ouvriers ont posé la question de l'impossibilité de concilier les intérêts de deux classes antagoniques : bourgeoisie et prolétariat. "Solidarité" noie le poisson dans un fatras de perspectives nationalistes d'un progrès à la "japonaise" perdu dans l'abstraction, au-dessus de la crise mondiale.

La question qu'ont posée les ouvriers polonais, c'est celle d'un affrontement irréconciliable entre deux classes. affirmant que seule la lutte était une réponse à la crise, ils posent la question d'un affrontement inévitable. Même s'ils n'y sont pas prêts, les ouvriers doivent envisager l'avenir comme une préparation à l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie.

Cette préparation passe d'abord et avant tout par une chose : la compréhension de l'INTERNATIONALISATION comme SEUL CADRE POSSIBLE pour cet affrontement. Ce n'est que sur le développement d'explosions sociales comme celles de la Pologne que la classe ouvrière peut compter contre la force de son ennemi. Les conditions de telles explosions mûrissent en RDA, en Hongrie, en Russie, comme dans les pays occidentaux de plus en *plus pressurés par la crise. Pour* que ce processus se déroule avec le plus de clarté, de force, de cohésion, il faut se garder des visions immédiatistes. Pour les ouvriers polonais, il ne s'agit pas de rester passifs, mais de maintenir leur position de force en clarifiant les perspectives d'extension, sans hâte, dans l'attente du mouvement international.

D.N.

POLOGNE

BRISER L'ISOLEMENT...

(suite de la p.1)

religieuses et syndicales, toute leur pratique est en contradiction avec celles-ci et c'est cela qui est important. A aucun moment, ils n'ont cédé au chantage à la "catastrophe nationale" et "dieu sait" si la crise économique est profonde en Pologne, à aucun moment il ils ne se sont rangés derrière les consignes démobilisatrices et les appels au calme du syndicat et de l'Eglise, pendant six mois, ils n'ont fait que les déborder.

Aujourd'hui encore, après quelques semaines de calme et malgré :

- la menace d'une intervention russe qui n'a jamais été matraquée (par les radios occidentales d'ailleurs) aussi fortement que ces dernières semaines;
- le battage nationaliste et "responsable" de "Solidarité" ;
- l'isolement de la lutte en Pologne et ses difficultés à se généraliser par delà les frontières ;

c'est encore à l'initiative de ce que la bourgeoisie appelle "la base" que les luttes pour la semaine de cinq jours ont été engagées et se déroulent actuellement.

Aujourd'hui des journaux titrent : "Epreuve de force entre "Solidarité" et l'Etat". Mais la véritable épreuve de force n'est pas entre "Solidarité" et l'Etat, mais entre la classe ouvrière qui ne veut pas reculer et l'Etat qui voudrait reconquérir le terrain perdu, et malgré les apparences, "Solidarité" n'est pas du côté de la classe ouvrière, mais du côté de l'Etat, de l'ordre, de la patrie, de la famille et du sacrifice. Quelle est d'ailleurs l'image que Walesa, en voyage à Rome, a voulu donner de la lutte en Pologne, sinon celle-là ?

Si aujourd'hui il y a quelque chose qui a changé dans "Solidarité", ce n'est sûrement pas sa politique anti-ouvrière et bourgeoise mais sa façon de la faire passer. Si contrairement à son attitude directement anti-grève face aux luttes des mois de septembre, octobre, novembre, "Solidarité" ne s'est pas opposée directement aux grèves et à la mobilisation pour la semaine de cinq jours, c'est seulement parce qu'il a compris que s'opposer directement et frontalement à la lutte n'était pas le meilleur moyen de la briser. Ils ont compris que briser la lutte de l'intérieur, en demandant aux ouvriers de leur déléguer la direction et l'initiative de la lutte, en la planifiant vers des grèves de deux heures ou quatre, usine par usine, région par région, était le meilleur moyen de la désamorcer, le meilleur moyen de "mouiller la poudre". En cela, ils ne font pas mieux, ni autre chose que les syndicats traditionnels du bloc occidental, et l'on sait ce qu'il advient des luttes encadrées par les syndicats dans ce bloc.

Jusqu'à aujourd'hui, le tout neuf syndicat "Solidarité" n'avait aucune expérience, aucune homogénéité, aucune vision globale de ses tâches. Les grèves sans trêve d'août à décembre ne leur avaient pas laissé le temps de souffler, de se structurer, de définir une "stratégie globale". D'autre part l'Etat polonais et tous les Etats du bloc de l'Est n'arrivaient pas à déterminer une attitude homogène par rapport à "Solidarité", parce qu'ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur l'attitude à adopter par rapport à la lutte ouvrière : répression ou tentative de récupération. Aujourd'hui, la combativité ouvrière qui ne se relâche pas à contraint l'Etat polonais à compter en premier lieu sur "Solidarité", pour ramener la classe ouvrière au calme, à une "attitude responsable".

Pendant les quelques semaines de calme qui ont précédé les luttes actuelles, "Solidarité" n'a pas perdu son temps et l'a employé non seulement à se structurer mais surtout à aller chercher l'expérience qui lui manquait, là où elle existait déjà, chez les syndicalistes du bloc occidental. Tous les voyages des syndicalistes européens en Pologne n'avaient pas d'autre but que l'enseignement de leur propre expérience anti-lutte à leur jeune confrère "Solidarité". De même, le voyage de Walesa en Europe et ses visites au Pape n'avaient pas d'autre but qu'aller prendre des leçons chez ses confrères italiens et d'isoler la lutte des ouvriers polonais de celle des ouvriers du bloc occidental en la dénaturant et en déclarant sans cesse que c'était une lutte "nationale", une lutte des ouvriers polonais, qui ne concernait que les ouvriers polonais.

Après avoir vu l'unité financière et militaire de la bourgeoisie mondiale pour enfermer et briser la lutte des ouvriers polonais, nous voyons apparaître en force son unité syndicale pour mener à bien la même tâche.

Ainsi, si la combativité et la capacité de mobilisation des ouvriers polonais restent entières, l'isolement de la lutte en Pologne par contre se fait de plus en plus cruellement sentir ne serait-ce que parce que l'Etat polonais peut, lui, compter sur l'aide militaire, financière et syndicale que lui accorde le bloc de l'Est comme le bloc de l'Ouest et qu'il peut compter sur une "opposition" qui dénature la lutte et la détourne de ses propres objectifs.

Prénat.

PERSPECTIVES

L'AVENIR APPARTIENT AU PROLETARIAT

●Commencée sous les auspices de la guerre par l'invasion russe en Afghanistan, l'année 1980 s'est terminée sous ceux plus heureux de la lutte de classe en Pologne. Ainsi prend forme dans le concret au cours de l'année écoulée l'alternative historique qui s'offre à l'humanité : guerre ou révolution !

Face aux tensions inter-impérialistes exacerbées par la crise, la lutte de classe est la seule force réelle capable de freiner les appétits bellicistes de la bourgeoisie, pourtant à l'occasion des événements de Pologne, nous avons vu se déchaîner la propagande de chaque bloc : Moscou dénonçant les "revanchards allemands", les "ingérences occidentales" et l'occident mettant à profit la situation pour intensifier sa campagne sur les droits de l'homme en stigmatisant le totalitarisme soviétique. La lutte de classe n'est-elle donc qu'un moyen pour les blocs impérialistes de renforcer leur propagande militariste ? Certainement pas, le fait que la propagande impérialiste n'a pas cessé ne veut pas dire que concrètement la lutte de classe ne soit pas une entrave aux préparatifs militaires de la bourgeoisie. Les grèves en Pologne le démontrent amplement.

LES LUTTES OUVRIERES, FREIN A LA GUERRE

La combativité du prolétariat de Pologne montre déjà à l'évidence que si les ouvriers ne sont pas prêts à accepter de se serrer la ceinture au nom de l'intérêt national, ce n'est pas pour accepter de donner leur vie sur l'autel de la défense de la patrie.

La lutte actuelle du prolétariat de Pologne n'est pas un phénomène isolé, mais un moment de la lutte du prolétariat mondial. La combativité internationale de la classe ouvrière est le meilleur signe qu'au niveau mondial, le prolétariat n'est pas embrigadé dans la marche à la guerre de la bourgeoisie.

A l'heure où la guerre mondiale impose une guerre totale qui opposerait des blocs militaro-industriels à l'échelle mondiale, pour chaque bourgeoisie il est d'une nécessité vitale d'obtenir l'adhésion , ou au moins la passivité du prolétariat vis-à-vis de ses appétits militaristes. Cette condition aujourd'hui n'est pas remplie et c'est la raison essentielle pour laquelle une 3ème guerre mondiale n'a pas déjà éclaté.

Mais si jusqu'à présent le prolétariat a été, par sa non-adhésion aux campagnes bellicistes de la bourgeoisie, un frein passif à la marche du capitalisme vers la guerre, il tend de plus en plus à devenir un facteur actif de désorganisation et de paralysie du dispositif militaire de la bourgeoisie.

Les grèves massives des prolétaires en Iran ont non seulement abouti au départ du Shah, mais aussi à la désorganisation de ce qui constituait la clé de voute du système de défense occidental dans la région. Les grèves en Pologne, au coeur du dispositif militaire de l'URSS en Europe sont un facteur de désorganisation encore plus important.

L'Europe est au coeur des rivalités inter-impérialistes, elle a été le champ de bataille et l'enjeu de la première et de la deuxième guerre mondiale. Ce n'est pas un hasard si, pour justifier la concentration de troupes aux frontières de la Pologne, l'URSS prend prétexte de la grève des cheminots polonais qui porte atteinte aux impératifs stratégiques de l'approvisionnement militaire de l'Allemagne de l'Est, en effet par la Pologne passent l'essentiel des voies de communication est-européennes.

Pour le bloc russe, un impératif essentiel est de rétablir son ordre en Pologne, au besoin par une intervention militaire. D'ores et déjà, la lutte des travailleurs polonais a obligé le bloc russe à :

- ne pas compter sur l'armée polonaise, ébranlée par le mouvement social en cours et opposée à une intervention russe. Déjà, les armées du bloc de l'Est ne sont pas d'une fiabilité à toute épreuve, l'URSS le sait bien qui en 1968 aux armées du Pacte qui envahissaient la Tchécoslovaquie, n'avait laissé que très peu de munitions, de crainte que les fusils ne se retournent contre elle. Le moral déclinant des troupes engagées en Afghanistan (refus de combattre, désertion, grogne, révoltes...) est là pour calmer les ardeurs militaires de l'URSS. Nul ne pourrait mesurer le contre-coup d'une intervention militaire en Pologne sur le moral des troupes du Pacte , mais étant donné le climat général de mécontentement dans les pays de l'Est, ce n'est pas de gaité de coeur que l'URSS se résoudrait à cette "solution".
- dégarnir son dispositif militaire face au bloc occidental afin de concentrer ses troupes autour de la Pologne. Les forces du Pacte de Varsovie se trouvent ainsi affaiblies face aux forces de l'OTAN et cela doit bien freiner le les appétits bellicistes de l'URSS. Selon des estimations occidentales, pour que le bloc russe puisse assumer la répression en Pologne, il lui faudrait 800 000 hommes. C'est à dire que le dispositif militaire russe mobilisé par la nécessité de lutter contre "l'ennemi intérieur" -la classe ouvrière- se trouve d'autant plus affaibli pour faire face à l'Ouest. Cela se traduit par le fait que, pour la bourgeoisie, plus la nécessité de faire face au prolétariat s'impose par la lutte de celui-ci, plus les préoccupations impérialistes vis-à-vis de l'autre bloc tendent à passer au second plan.
- céder sur le plan économique face aux revendications ouvrières afin de calmer la tension sociale. Le choix reste : du beurre ou des canons, plus de beurre veut dire moins de canons, et vice-versa. L'URSS a dû lâcher du lest face aux revendications économiques des travailleurs polonais, c'est autant qu'elle ne pourra pas consacrer à son effort de guerre. A l'heure où le beurre est rationné en Pologne, la revendication des travailleurs de Varsovie en novembre pour le contrôle de la police et de l'armée, contre les privilèges des militaires et des flics, montre bien dans quel sens de développe la conscience ouvrière : la lutte ouvrière contre l'austérité implique aussi une lutte contre la militarisation, contre la guerre.

Voici comment le dispositif militaire soviétique s'est trouvé affaibli par la grève de masse des ouvriers en Pologne. Voici comment les ardeurs bellicistes du bloc de l'Est se sont trouvées refroidies. Mais objectera-t'on, le bloc de l'Ouest se trouve d'autant renforcé dans ses visées impérialistes que l'URSS se trouve en position de faiblesse. Rien n'est moins sûr ! En effet, qu'avons nous vu ? L'Ouest mettre à profit la situation pour intensifier sa pression sur le bloc russe ? Pas du tout. Ce que nous avons vu, c'est l'Ouest voler au secours de l'économie polonaise à coup de milliards de crédits "généreusement" octroyés afin que celle-ci puisse lâcher du lest face aux revendications ouvrières et calmer ainsi la tension sociale. La bourgeoisie de l'Ouest vient au secours de la bourgeoisie de l'Est. Pourquoi ?

Contrairement à ce que prétend la propagande, ce qui effraie l'occident ce n'est pas la possibilité d'une intervention militaire russe en Pologne (nous avons vu en Hongrie en 1956 ou en Tchécoslovaquie en 1968 l'hypocrisie de l'occident respectueux en fait des accords de Yalta), c'est le risque de déstabilisation de la situation en Europe au travers d'une généralisation de la lutte ouvrière en dehors des frontières polonaises.

La révolution prolétarienne en Russie de 1917, qui met fin à la première guerre mondiale n'est pas un événement si lointain que la bourgeoisie l'a déjà oublié. Les luttes ouvrières en Pologne viennent lui rappeler de mauvais souvenirs, car elles se déroulent au coeur de la plus grande concentration du prolétariat mondial : l'Europe et qu'elles se distinguent par un niveau de conscience et de combativité jamais égalé depuis 50 ans. Elles ne sont pas isolées comme en témoignent les grèves partout dans le monde ces dernières années et bénéficient de la sympathie des prolétaires de tous les pays. Les grèves en Pologne montrent à tous les prolétaires que la lutte de classe est à l'ordre du jour, elles sont pour tous une incitation à lutter. Elles abolissent les distances et les frontières pour montrer que le prolétariat mondial est un tout.

Bien sûr, la propagande impérialiste de chaque bloc n'a pas cessé, mais dans les faits ils se sont entraidés pour faire face à la lutte de classe, mettant sous le manteau pour un temps leurs différents. La bourgeoisie qui exprime dans la société une tendance à la concurrence, à la division, à l'éclatement qui culmine dans la guerre impérialiste généralisée, ne peut manifester un minimum de solidarité entre ses fractions rivales que face à la classe ouvrière, c'est à dire une classe qui, elle, ne trouve sa force que dans sa capacité à briser les divisions, à s'unifier. Les exemples ne manquent pas dans l'histoire : Commune de Paris, Révolution russe, où les ennemis d'hier se retrouvent unis pour briser la lutte prolétarienne. Le fait que ce même phénomène ait eu lieu entre l'Est et l'Ouest pour faire face aux grèves des ouvriers polonais, montre l'ampleur des craintes de la bourgeoisie vis à vis de l'extension des luttes prolétariennes.

LES PERSPECTIVES ACTUELLES

L'heure est à l'intensification de la lutte de classe internationale, c'est pourquoi le chemin vers la guerre impérialiste est bouché pour l'instant. Non seulement le prolétariat n'est pas embrigadé mais de plus en plus il tend à lutter sur son terrain de classe, il tend ainsi à paralyser les préparatifs militaires de la bourgeoisie. Dans l'alternative guerre ou révolution, c'est la révolution prolétarienne qui est le pôle dynamique, c'est lui qui s'annonce dans les luttes d'aujourd'hui.

L'occident, en menant sa propagande, le fait au nom de motifs humanistes, soi-disant pour la "liberté à l'Est", ce qu'il oublie de nous dire c'est que les missiles atomiques, c'est sur nos frères de classe de Pologne, de Russie, de RDA, etc qu'ils sont pointés, comme les missiles russes sont pointés sur nos têtes.

Le prolétariat est le seul frein réel face à l'appétit d'en découdre des deux blocs impérialistes, mais pour mettre fin définitivement à la menace de l'épée de Damoclès sur l'humanité, seule la révolution prolétarienne est une solution pour l'humanité.

J.J.

IRAN-USA

52 otages de la propagande occidentale

●Ca y est ! Les 52 otages américains de l'Iran ont été libérés...En fanfare, sous les feux des projecteurs de l'actualité. Sortis des prisons iraniennes pour être enfermés dans l'hopital de Wiesbaden. Etrange destin que celui de ces 52 américains, ballotés par les événements, prisonniers des besoins de la propagande iranienne et occidentale. Que n'a t'on pas fait et dit en leur nom ? Pour la bourgeoisie iranienne, ils ont été au centre de la campagne de remise au travail des ouvriers au nom de l'anti-américanisme, ils ont été le prétexte des règlements de comptes internes : départ de Bazargan, mise à l'écart de Bani-Sadr. Pour la bourgeoisie occidentale, ils ont été l'alibi du blocus économique de l'Iran, de l'opération militaire de Tabas, ils ont été le prétexte du déchainement d'une campagne nationaliste de grande envergure aux USA.

Mais tout cela n'est que de la propagande. Les otages ont été un alibi qu'on use jusqu'à la corde. Ces 52 employés de l'ambassade américaine, otages ils l'ont surtout été de la propagande bourgeoise et ils le sont toujours. Le matraquage par les médias sur les tortures subies pendant leur emprisonnement montre à l'évidence que les pressions occidentales sur l'Iran vont continuer.

La bourgeoisie, lorsqu'elle veut imposer les pires horreurs, se donne toujours un alibi humaniste. Des otages, les USA s'en moquent ; l'occident n'a pa hésité à sacrifier des milliers d'hommes en lançant l'Irak sur l'Iran dans un conflit meurtrier, dont le but pour l'occident est de faire plier la bourgeoisie iranienne, afin de resouder son dispositif militaire dans cette région pétrolière stratégique. Les USA peuvent prétendre acheter la liberté des otages à coups de milliards de dollars, ce qu'ils ont en fait négocié ,c'est la place de l'Iran dans le bloc occidental. Les puissances impérialistes se moquent bien de la vie de 52 personnes, elles qui chaque année m massacrent des milliers et des milliers de gens.

Les otages ont été le prétexte au déchaînement d'une campagne nationaliste hystérique dont le but a été d'embrigader le prolétariat américain et iranien derrière leur drapeau national afin de leur faire accepter toujours plus de sacrifices, afin de les embrigader dans les préparatifs militaristes de la bourgeoisie.

De telles campagnes n'ont pour but que de préparer la guerre, c'est toute l'humanité qui est l'otage de la bourgeoisie.

J.J.

MASSACRES AU SALVADOR

LA SEULE REPONSE D'UN ETAT POURRISSANT

La terreur règne au Salvador. Les massacres s'ajoutent aux massacres. Les bandes armées de la junte: phalanges et escadrons de la mort qui écument le pays dans les moindres recoins imposent le joug de leur domination en commettant les pires exactions, tortures, assassinats, bombardements des villages au napalm.

Les bains de sang se succèdent ; en avril 80 les funérailles de l'évêque Romero, assassiné par la junte se sont soldées par une boucherie gigantesque, l'armée mitraillant la foule. Il y a eu l'année passée pour le seul Salvador, dix mille assassinats, plus que dans tous les pays d'Amérique Latine pris ensemble.

Cette horreur d'une répression sans fin se double d'une autre misère : ceux qui ne crèvent pas sous les balles de la junte n'ont d'autre vie qu'une exploitation féroce dans les champs de café quelques mois par an pour un salaire de famine. Quand ce n'est pas le chômage et la survie au jour le jour : le Salvador a le plus fort taux de chômage d'Amérique centrale et c'est l'un des plus pauvres de l'Amérique Latine. Quelle issue y a-t'il à cette barbarie ? Comme dans beaucoup d'autres pays sous-développés, où la classe ouvrière, très faible, n'a que peu de poids dans l'économie du pays, les révoltes populaires se succèdent sans sortir du dilemme révolte-répression. Une nouvelle fois toute la gauche et "l'extrême-gauche" ont trouvé la solution à ce dilemme : "la démocratisation" du pays par la mise au pouvoir du FMLN, front national d'opposition qui tente actuellement de canaliser les révoltes à ses fins en lançant des appels à l'insurrection générale.

LE TALON DE FER DES USA

●Comme dans tous ces pays arriérés, frappés de plein fouet par la crise mondiale, il n'y a de survie possible sans le soutien permanent d'une puissance. Comme Cuba ne surnage que par l'injection journalière de millions de francs par la Russie, l'existence du Salvador ne dépend que de l'assistance des USA et l'orientation de sa politique que du bon vouloir de ses derniers.

Les Romero, les juntes"progressistes"ou sanguinaires, sont des marionnettes de la bourgeoisie US qui les place et déplace en fonction de son souci principal actuel : maintenir l'ordre, ne pas laisser la moindre instabilité sociale qui pourrait faire tâche d'huile et profiter de plus à des fractions pro-russes.

C'est ce que recouvrait la politique des droits de l'homme de Carter en Amérique Latine et la tentative de "démocratisation" des régimes dictatoriaux : mieux vaut une population qui se serre la ceinture de bon coeur et se soumet aux sacrifices docilement sur les conseils de "son" gouvernement démocratique, censé représenter ses intérêts que des dictatures qui, en imposant les sacrifices par la terreur, ne font qu'attiser les révoltes ouvrières.

Au Salvador, la mise au pouvoir en octobre 79 de la junte actuelle par un coup d'Etat des USA s'inscrivait dans cette politique : remplacer le dictateur Romero par une junte de jeunes officiers progressistes qui devaient mener la réforme agraire et assouplir le régime en associant des civils au gouvernement. Cette junte avait eu l'appui de tous les partis d'opposition et le PC recevait un poste au ministère du travail.

Dans la plus totale incapacité d'accorder la moindre réforme et de mener à bien la nationalisation des terres, la junte confrontée à la reprise de l'agitation sociale n'a pas tardé à y répondre par des balles et une terreur croissante. Les paysans qui -abusés par les promesses de la junte- avaient cru bon de prendre possession des terres expropriées, ont été massacrés. La réforme agraire n'a finalement été que l'occasion d'une mise au pas et d'un contrôle accru de la population paysanne.

Après l'échec de la "démocratisation", les USA jouent maintenant à fond la carte de la repression. Le Salvador n'est pas le Nicaragua : il n'est pas question pour eux de soutenir le FMLN comme ils ont, au Nicaragua, décidé de lâcher Somoza pour le Front Sandiniste, d'une part parce que l'oligarchie n'est pas comme au Nicaragua du côté du front national mais du côté de la junte. D'autre part, parce que si une bonne partie du Front sandiniste était favorable au bloc US, le FMLN au Salvador regroupe essentiellement des fractions pro-cubaines.

La politique de l'Etat fort va maintenant succéder à celle des droits de l'homme. Au moment même de l'investiture de Reagan, les USA décidaient de doubler l'aide militaire au Salvador et d'y envoyer conseillers militaires et spécialistes des luttes antiguérillas.

La junte avait promis la paix au prix de 100 000 morts. Seule, elle n'y serait peut être pas arrivée. Les USA lui fourniront maintenant de quoi tenir ses promesses. Ainsi ce n'est pas leur seule bourgeoisie que les révoltes populaires doivent affronter, mais le talon de fer de la toute puissante Amérique.

L'appel à la grève générale pour l'insurrection finale que le FMLN a lancé le 14 janvier n'a pas eu davantage d'écho cette fois-ci que les précédentes. La population a peur des massacres et elle a raison d'avoir peur : ce ne sont pas des révoltes populaires qui pourront ébranler la chape de plomb américaine. Le faible poids de la classe ouvrière au Salvador ne lui permet pas de s'imposer comme une force sociale face au pouvoir de la bourgeoisie.

Le Salvador n'est pas la Pologne : d'un côté la faiblesse des révoltes populaires qui se heurtent à une répression sans fin, de l'autre la force d'une classe ouvrière dont le poids dans l'économie capitaliste -lorsqu'elle est capable de donner une organisation unitaire autonome et centralisée à ses luttes- lui permet de s'imposer comme un pouvoir face à une bourgeoisie toute aussi puissante que celle du Salvador et des USA.

LES MENSONGES DE LA GAUCHE

La différence entre une classe ouvrière internationale et une clique bourgeoise comme le sont forcément,de par leur nationalisme,tous les fronts de libération nationale, c'est ce que sont bien incapables de percevoir les trotskystes d'Imprécor qui titrent: "Salvador, Pologne : 2 révolutions menacées" ; ce que sont bien incapables de voir tous ceux qui, comme les trotskystes et la gauche, parlent dans le bourbier du Salvador d'une possibilité de "Révolution démocratique" derrière le FMLN.

La déclaration en six points du FMLN pour un programme de Gouvernement Démocratique Révolutionnaire (GDR), stipule que "le GDR garantira la paix, la liberté, le bien-être et le progrès... La juste distribution des richesses, la jouissance de la culture et de la santé et l'exercice des droits démocratiques pour la majorité". Il garantira également "l'indépendance et la souveraineté nationale" (Rouge n°952).

Somme toute, c'est très simple: dans tous les pays du monde, il n'y a que dégradation et misère plus grande, des pays sous-développés en faillite totale, des grands pays industrialisés qui suivent la même pente mais le Salvador, l'un des pays les plus petits et les plus pauvres, pourrait échapper au système général et mener seul sa révolution au sein de ses frontières nationales, parvenir à des améliorations économiques et promettre bien être et santé à tous au milieu d'un marasme mondial. Nous sommes aux antipodes du marxisme : c'est une négation totale de l'existence d'une crise mondiale du capitalisme, d'un système qui ne peut que s'enfoncer toujours plus dans ses contradictions, la négation de l'interdépendance de tous les pays et de l'impossibilité d'un socialisme en un seul pays.

Aux antipodes du marxisme aussi quand on ne voit pas que la classe ouvrière est la seule force sociale qui peut mener à la révolution et qu'on y substitue un parti nationaliste suivi de masses populaires. Pour tous ces "marxistes" de gauche et gauchistes, l'internationalisme prolétarien comme seule issue possible à la barbarie capitaliste, comme absolue nécessité pour parvenir au communisme, s'est transformé en "luttes nationales populaires"qui seraient une solution parmi d'autres pour arriver au communisme; et ils présentent cela comme une théorie "marxiste".

Et si les renvoyer à Marx ne suffit pas, il y a la confrontation de leurs théories à la réalité des faits. Il n'y a pas un seul exemple dans le monde d'une libération nationale depuis 80 ans qui ait abouti à un bien-être pour la population, mais au contraire des pays qui, comme les autres, s'enfoncent dans la crise et dans la misère.

Et dans la logique de leurs positions nationalistes, de défense de l'intérêt national, tous ces gouvernements "révolutionnaires" de libération nationale ont agi comme tous les gouvernements capitalistes du monde placés face à l'exacerbation internationale de la concurrence : imposer une exploitation forcenée des travailleurs, militariser la population et mater les révoltes par une repression féroce s'il le faut.

Cuba, ce paradis socialiste encensé par tous les gauchistes continue de s'enfoncer dans les dettes, le droit de grève n'existe pas, le travail "volontaire" est surveillé par les cartes de travail, la militarisation renforcée de la population se pare des noms trompeurs de "comités de vigilance pour la défense de la révolution", instruments de contrôle et de délation aux mains du parti, une loi contre l'absentéisme au travail autorise des retenues de salaire draconniennes. Il avait suffit en avril dernier que Cuba décide d'ouvrir ses frontières pour voir déferler un raz-de-marée de candidats au départ (voir article dans

(suite p. 7)

LA FRANCE EN AFRIQUE

UN RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE GUERRE

●Fin 1980 -début 1981, l'armée libyenne a envahi la capitale du Tchad, ne faisant que parachever une réalité officiellement connue depuis 1976. Lorsque l'on sait que depuis des décennies, la France a joué un rôle direct dans l'évolution de l'imbroglio tchadien, on ne peut imaginer très longtemps que les derniers événements aient pu échapper à son contrôle.

En effet, le Tchad, ce pays situé au coeur de l'Afrique, est depuis de nombreuses années le théâtre de déchirements entre les différentes populations, éleveurs nomades au Nord et au centre et cultivateurs au Sud. Quand le gouvernement de De Gaulle en 1960 choisit le chef du parti progressiste tchadien, Tombalbaye, pour défendre les intérêts du capitalisme français dans le pays, commence une guérilla quasi-ininterrompue jusqu'à aujourd'hui. En 1963 : massacre de plus de 300 personnes dans les rues de la capitale. En 1965-66, exécutions de paysans qui refusaient de payer les impôts et écrasement dans le sang de ceux qui ont tenté de se soulever contre l'Etat. En 1969, l'armée française est appelée par Tombalbaye, pour soutenir son régime chancelant, mais un coup d'Etat militaire amène Malloum au pouvoir qui devient le nouvel homme de l'impérialisme français. D'un autre côté, dès 1966, les opposants fondent le FROLINAT. Il connaitra des scissions diverses et les multiples règlements de compte entre les chefs reflètent autant de guerres d'influence que se jouent des pays comme le Soudan, la Libye, l'URSS ou la France. C'est en 1976 que le régime de Kadhafi donne son assistance militaire directe, en armements et en hommes, en échange d'une bande de territoire au Nord du Tchad. En 1977, la tentative de regroupement des diverses tendances du FROLINAT portant à sa tête, Goukouni Weiddei et Hissène Habré sera éphémère. C'est en 1979, qu'Hissène Habré accepte, sous la poussée du gouvernement français, de devenir le premier ministre du gouvernement de Malloum, mais, à peine au pouvoir, il entre en conflit ouvert contre le président, et les combats ne cesseront plus malgré les accords de cessez-le-feu qui seront violés quelquefois le jour même. En mars 1979, Malloum quitte le pouvoir et c'est Goukouni Weiddei qui devient le nouveau chef d'un Etat complètement décomposé avec le soutien de Giscard.

On ne saura certainement jamais les termes exacts du marchandage passé entre la France et la Libye, mais comment être dupes aux grands cris poussés par les différentes fractions de la bourgeoisie française et internationale à l'annonce de la "fusion" de la Libye et du Tchad faite par Kadhafi. Que comprendre de la condamnation unanime du président libyen présenté comme un "cas mental", un "dangereux paranoïaque" par la presse de droite et de gauche. Que les visées expansionnistes de la Libye dérangent, c'est bien évident, comme d'ailleurs dérangent toutes les ambitions impérialistes d'un capital national autre que le "sien". Mais, dans cette campagne, pimentée par l'annonce officielle des contrats passés entre Elf-Aquitaine et Tripoli, pour l'exploitation du pétrole, une chose demeure : c'est comment mieux justifier et renforcer l'intervention française en Afrique. Personne n'a condamné la première mesure prise par l'Etat français de renforcer son dispositif militaire en République Centrafricaine par l'envoi de matériel logistique et de porter à 8000 le nombre de soldats présents dans l'ensemble de l'Afrique.

Il est clair que derrière toute cette propagande, et au delà des divergences de façade apparues au sein de la bourgeoisie qui portent plus sur le comment mieux défendre les intérêts français et du bloc occidental en Afrique, l'affaire Tchad-Libye est un alibi tout trouvé pour renforcer les moyens militaires dévolus à l'armée française, appelée à intervenir hors et dans le territoire. Ces messieurs sont à l'heure du bilan et ils constatent avec des cris d'orfraie la soi-disant insuffisance de l'armée française en matière logistique et humaine. Le parc des avions gros-porteurs militaires est, parait-il, réduit à sa plus simple expression, avec une centaine de Nord-Atlas, une cinquantaine de Transall, cinq DC8 etc...Et quelques uns de pleurnicher sur le caractère vétuste des Nord-Atlas (plus de 25 ans d'existence), et sur une capacité d'acheminement encore trop limitée et d'autres sur le trop modeste rayon d'action des bimoteurs Transall. Nous avons pris l'exemple de l'aviation, ils pérorent aussi bien sur le matériel des armées de terre et de mer. Du côté chair à canon, c'est aussi la sonnette d'alarme qui est tirée, les insuffisances humaines pour ces messieurs sont flagrantes : 10 000 professionnels, que faire avec 10 000 types ! Alors, si on modifiait l'article L 70 du code du service national, rendant possible l'envoi du contingent au delà des frontières sans demander l'accord des parlementaires... mais pour le moment, aucun d'eux ne s'y risque.

Et oui ! Il est de plus en plus difficile de demander aux travailleurs de se serrer encore plus la ceinture. Allouer une partie supplémentaire du budget de l'Etat au budget militaire qui est déjà le plus important et qui ne cesse d'augmenter (+17,9% pour 1981), alors que l'on assiste à une nouvelle baisse de la construction de logements avec une augmentation proportionnelle des loyers, que le cap du million et demi de chômeurs est dépassé, que les salaires sont en baisse constante par rapport à l'augmentation du coût de la vie, que les crèches et les écoles sont en nombre insuffisant, nécessitera une politique sociale et économique encore plus draconienne. Il faut savoir que relancer les chaînes de Transall pour produire un appareil plus performant, cela veut dire un hôpital en moins.

De plus en plus l'alternative qui se pose à la société est la révolution ou la guerre. La bourgeoisie affirme clairement et cyniquement quelle est sa voie; à la classe ouvrière d'arrêter son bras meurtrier.

S.K.

Réunions publiques et publications du C.C.I.

AIX-EN-PROVENCE

PERMANENCE le 18 février, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

REUNION PUBLIQUE le 28 février, à 17h, au Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "Elections : SEULS DANS LES ISOLOIRS OU UNIS DANS LA LUTTE."
PERMANENCE le 6 février, de 18h à 19h, même adresse.

CLERMONT-FERRAND

REUNION PUBLIQUE le 13 mars à 20h30, dans l'ancien lycée B.Pascal, sur le thème : "Elections : SEULS DANS LES ISOLOIRS OU UNIS DANS LA LUTTE."
PERMANENCE le 21 février, à 14h, à la Cafétaria Le Chef, centre Jaude.
DIFFUSION le 21 février au marché St Pierre, de 11h à 12h.

LILLE

REUNION PUBLIQUE le 14 février, à 14h30, au 23 rue Gosselet (MNE) sur le thème : "LA POLITIQUE DE LA GAUCHE AUJOURD'HUI."
PERMANENCE les 4 et 18 février, de 18h à 20h, même adresse.
DIFFUSION le dimanche 8 février, de 10h30 à 12h, au marché de Wazemmes.

LYON

REUNION PUBLIQUE le 20 février, à 20h30, au 3, rue Diderot (1er), sur le thème : "CE QUE NOUS APPRENNENT LES LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE SUR LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES."
PERMANENCE les 2ème et 4ème mercredis du mois, même adresse.

MARSEILLE

REUNION PUBLIQUE le 27 février, à 21h, au 205, rue Ste Cécile 13005, sur le thème : "CE QUE NOUS APPRENNENT LES LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE SUR LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES."
PERMANENCE LE 6 février, de 18h à 19h, à l'"Artistic Bar", 4 Cours J.Thierry, (1er arrondissement).

NANTES

REUNION PUBLIQUE le 14 février à 17h, au Centres Social des Bourderies, Nantes Chantenay, sur le thème : "COMMENT LA GAUCHE PARTICIPE A LA REPRESSION DE L'ETAT." La prochaine réunion publique aura lieu le 7 mars.
PERMANENCE le 25 février à 20h30, au Bar de l'Hotel de Ville (Chantenay).
DIFFUSION au marché de la Petite Hollande, le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.

PARIS

REUNION PUBLIQUE le 7 février, à 17h, au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (Préau) sur le thème : "A L'EST AUSSI, C'EST LE CAPITALISME QU'IL FAUT DETRUIRE." La prochaine réunion publique aura lieu le 14 mars, sur les élections.
PERMANENCE tous les samedis sauf le samedi de la réunion publique, de 16h à 19h, même adresse (salle orange). Il n'y aura pas de permanence le 27 FEVRIER.

ROUEN

REUNION PUBLIQUE le 21 mars, à 14h30, à la Halle aux Toiles sur le thème : "CONTRE LE PIEGE DES ELECTIONS."
PERMANENCE le 14 février, à 14h30, à la Halle aux Toiles. (La prochaine permanence aura lieu le 25 avril).

ST.NAZAIRE

REUNION PUBLIQUE le 14 mars, à 17h, au Foyer des Jeunes Travailleurs, sur : "CONTRE LE PIEGE DES ELECTIONS."
DIFFUSION au marché des Halles, le 2ème dimanche du mois, de 10h30 à 11h30.

TOULOUSE

REUNION PUBLIQUE le 27 février, à 21h, à la Cité Universitaire de l'Arsenal, Bat.C, sur le thème : "CONTRE LA MOBILISATION ELECTORALE, VIVE L'EXTENSION INTERNATIONALE DES LUTTES OUVRIERES."

PERMANENCE tous les vendredis, à 18h30, sauf celui de la réunion publique, au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry, Pont des Demoiselles.
DIFFUSION au marché sur le Boulevard de Stasbourg les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux puces le 2ème dimanche du mois de 11h à 13h.

VALENCIENNES

DIFFUSION au marché du Centre, le samedi 7 février.

Accion Proletaria
Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

Internacionalismo
Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

Internationalism
PO Box 961
Manhattan Station
365,West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme
BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Internationell Revolution
Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

Rivoluzione Internazionale
CP 469
80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie
Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution
Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

World Revolution
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Collections de R.I.
Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles :
Du n°22 au n°46 : 30 F

ABONNEMENTS

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris.

REVUE INTERNATIONALE N°24

- POLOGNE :
  - Perspectives de la lutte
  - Rôle des révolutionnaires
- La question paysanne
- La question syndicale après 1920

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

ETAT TOTALITAIRE

(suite de la p.3)

Dans le monde entier, des pays de l'Est à la France, l'Italie, les USA... on assiste aujourd'hui à un mouvement général de renforcement des Etats contre les populations. A côté des effets économiques de la crise, cette donnée capitaliste apporte une condition objective de plus pour le développement mondial de la conscience de classe et l'union internationale du prolétariat.

C'est bien pour entraver ce cheminement de conscience que la bourgeoisie jette ses derniers arguments de propagande afin de présenter une répression spécifique des Etats des Pays de l'Est. C'est plus que l'arsenal répressif de l'Etat, dans ces pays, soit plus développé. Comme celui de la France peut l'être davantage que celui de l'Allemagne. Mais il n'y a là-dedans aucune spécificité de nature. Ce qui explique la plus ou moins grande importance des moyens répressifs de l'Etat, c'est toujours sa plus ou moins grande capacité à plier la société à la loi du capital, et sa plus ou moins grande possibilité de mystifier ceux qu'il exploite.

Aujourd'hui, la tendance générale au renforcement des Etats prouve l'usure, au plan mondial, des moyens de mystifications de la bourgeoisie, et montre la mise à nu de l'Etat devant la société déchirée par ses contradictions sociales. Partout, la violence débridée de l'Etat tend à devenir l'unique recours de la bourgeoisie contre sa contestation par le soulèvement de la classe ouvrière.

Mx.

SALVADOR

(suite de la p.6)

R.I. n°73: Cuba: un enfer capitaliste).

Vingt-deux ans après la "révolution cubaine", les trotskystes oubliés quand même de reconnaître que ce n'est pas "tout à fait" un gouvernement ouvrier attendent toujours l'heureux événement. Au Nicaragua "révolutionnaire", les Sandinistes à peine arrivés au pouvoir s'empressaient de reprendre les armes et d'instaurer le contrôle militaire par le biais des "comités de défense sandinistes" avec pour premier mot d'ordre "Il faut produire, produire beaucoup c'est faire la révolution" et se chargeaient d'expliquer aux grévistes des industries de canne à sucre que faire grève contre l'Etat serait faire grève contre soi-même. On pourrait prendre les uns après les autres tous les exemples de pays "libérés", mais l'horreur du Cambodge et des tueries perpétrées par les très révolutionnaires Khmers rouges suffit à résumer l'impasse des "libérations nationales".

Il n'y a pas de masque démocratique qui tienne dans des pays où la décomposition économique est avancée, que ce soient les tentatives démocratiques de la droite occidentale dans des pays comme l'Argentine, le Salvador et la Chine (voir article dans le numéro précédent) ou les tentatives de la gauche et de ses démocraties révolutionnaires, toutes ont montré leurs faillites. Lorsqu'elles n'ont pas été remplacées par des dictatures comme au Salvador, elles se révèlent de plus en plus comme des démocraties blindées où la révolte est musellée par la double emprise de l'idéologie et des quadrillages policiers et militaires de toute la vie sociale.

Il faut un minimum de miettes à accorder aux exploités pour accréditer la farce d'un Etat populaire et progressiste qui défend les intérêts de tous les opprimés et entraver ainsi le surgissement des luttes. Les miettes il n'y en a plus; c'est la bourgeoisie des pays les plus industrialisés qui l'affirme : il n'y aura plus que de la sueur et des larmes et pour ceux qui se révolteront de la mitraille et du sang.

Entre la terreur de l'Est et la terreur de l'Ouest, la gauche appelle à choisir son camp : les privilèges d'une oligarchie contre les privilèges d'un Castro, les milices des "gardiens de la révolution", milices "populaires" et autres "comités de défense révolutionnaire" contre les milices de la junte, autrement dit un encadrement militaire et idéologique plus efficace et la perspective finale d'une même répression lorsqu'il y a des luttes. Castro a ouvertement annoncé la couleur : face aux luttes ouvrières en Pologne, il s'est rangé sans réserve du côté de la bourgeoisie russe. Les travailleurs cubains savent à quoi s'en tenir !

QUELLE PERSPECTIVE ?

Les révolutionnaires doivent affirmer qu'il n'y a aucune limite à la tragédie du Salvador dans le cadre de ses frontières, mais au contraire un pourrissement plus grand.

Pour la classe ouvrière au Salvador, aussi minoritaire soit-elle, la seule voie est de mener sa lutte sur son propre terrain. Si cela ne peut lui éviter la répression,c'est la seule façon de préparer ses combats futurs et de pouvoir les relier aux luttes du prolétariat mondial.

Le sort du Salvador ne se joue pas au sein de ses frontières. La tragédie de ce pays est l'image à peine grossie de ce qu'est devenu l'ensemble du capitalisme pourrissant, c'est une horreur de plus dans le cortège des guerres, des famines ou des charniers à la cambodgienne, l'image de ce que nous réserve la bourgeoisie : toujours plus d'exploitation et de répression et le massacre final dans la guerre impérialiste généralisée. Au prolétariat international de se battre pour mettre fin à tous ces charniers. Tel est l'enjeu de ses luttes mondiales : barbarie capitaliste ou révolution communiste.

G.N.

LE PC ET VITRY

(suite de la p. 2)

nous. Ce qui frappe le PCF, ce sont ces ouvriers immigrés qui ne votent pas, qui ne bêlent pas derrière des cocardes tricolores, qui ne se syndiquent pas. Les voilà, les sales métèques pour la bourgeoisie, voilà les responsables du chômage, du complot orchestré par Giscard contre le *"grand parti des travailleurs"*. Il faut donc les isoler de ces milliers de travailleurs français qui, connaissant le même sort, ne se soucient plus de l'obligation de vote, ni des promesses de la gauche comme de la droite, parce qu'ils n'y croient plus. Si c'est cela le chemin pris par une part grandissante de la classe ouvrière, il faut au PCF durcir le ton, ces ouvriers immigrés qui montrent le "mauvais" exemple méritent l'injure comme Mustapha et l'amalgame crapuleux. Avec les exigences de la crise économique, les discours sont des actes, la gauche est contrainte d'utiliser le même langage que la droite. Mais la gauche, PCF en tête, jouit de plus de crédibilité parmi les ouvriers pour leur inoculer le racisme, répandre la division. L'efficacité du langage du PCF -qui n'est pas fondé sur autre chose que l'intérêt général de la bourgeoisie nationale- a d'autant plus de chances de toucher au but grâce à toute la campagne de presse belliqueuse des autres fractions bourgeoises, "orchestrée", faisant du PCF la cible innocente de l'affaire. Dans les rues de Vitry, "l'anti-Giscard", Marchais, pouvait sourire, enfin "seul contre trois", bras dessus, bras dessous avec Mercieca, suivi par la cohorte de cadres municipaux qui incitent à la haine entre travailleurs pour le capital national, pour soumettre les travailleurs français à leur bourgeoisie.

Gieller

(1) Mustapha, c'est ce jeune immigré que nous évoquions dans le numéro 81 de R.I., qui, interviewé à la télé, fit scandale en dénonçant les ratonnades et la pourriture de tous les partis, au point que Minute et le PCF de Vitry l'ont dénoncé chacun à leur façon comme un danger public.

A PROPOS DES REUNIONS SUR LES PAYS DE L'EST

QUELLE SOLIDARITE ?

● En l'espace d'un mois, se sont tenues à Paris plusieurs réunions publiques consacrées aux événements de Pologne et à la répression dans les pays de l'Est. L'affluence très nombreuse à ces meetings-débats traduit incontestablement un intérêt grandissant pour l'éruption sociale en Pologne, dont les échos, même filtrés par les rideaux de fer idéologiques, parviennent jusqu'en occident.

Les informations qui ont été données, même déformées, ont confirmé la gravité de la crise qui touche les pays de capitalisme d'Etat : pénurie alimentaire généralisée, anarchie totale de la production, existence d'un chômage important qui est purement nié par sa non-comptabilisation dans les statistiques officielles.

La lutte de classe en Pologne, malgré tout le black-out créé par les bourgeoisies de l'Est, a immédiatement débordé les frontières polonaises :

- Dès l'été, éclataient en Roumanie plusieurs grèves dans tout le pays. Malgré la répression féroce d'un pouvoir qui n'hésite pas à recourir systématiquement aux assassinats ou aux asiles psychiatriques, les ouvriers de plusieurs usines de Bucarest élisaient des comités de grève, occupaient leurs entreprises et ne reprenaient le travail qu'une fois leurs revendications satisfaites. Le "grand timonier" Ceaucescu devait même se rendre précipitamment sur place.

- En Russie même, il y a quelques mois, les ouvriers des mines de Vorkhuta, sur le cercle polaire, se sont mis en grève contre l'introduction de journées de travail non payées. Malgré la désinformation totale, le vent ouvrier de Pologne parvient jusque dans l'un des hauts-lieux de la contre-révolution. Les événements d'Afghanistan n'ont fait que rendre la situation sociale plus explosive. La guerre a ag-[illegible]nurie, le mécontentement. Des mouvements de révolte de troupes envoyées en Afghanistan ont éclaté et se sont traduits à Kaboul, il y a quelques mois, par des affrontements avec les corps d'armée spécialisés. A Tachkent, une émeute de la population musulmane a été écrasée par les blindés russes. La peur d'explosions sociales généralisées, comme en Pologne, est devenue telle que la bourgeoisie russe a créé rapidement des corps spécialisés de gendarmerie autour de Moscou, dans le Donbass et l'Oural -les plus grandes concentrations ouvrières- équipés de blindés et de fusils perfectionnés.

- Si on connait moins bien la situation en Hongrie et en Tchécoslovaquie, les informations données par des"dissidents" prouvent que les ouvriers de ces pays regardent avec une extrême sympathie la lutte de leurs frères de classe polonais. Ni les attaques de la bourgeoisie tchèque contre les ouvriers polonais qui "ne veulent pas travailler", ni les propos tranquilisants de la bourgeoisie hongroise pour qui "chez nous, on a à manger", ne peuvent arrêter ce courant de solidarité prolétarienne.

Dans tous les pays, les troupes, si elles devaient intervenir en Pologne, ne seraient pas sûres idéologiquement. Matériellement, elles ne sont pas préparées : déjà en 68, en Tchécoslovaquie, chaque soldat ne disposait que de 45 minutes de munitions !

LA VRAIE NATURE DES DISSIDENTS...

Tous ces faits qui sont autant de preuves de la nature capitaliste des pays de l'Est et de la nature internationale de la lutte ouvrière, les "dissidents" qui présidaient ces réunions publiques -dans leur majorité- les ont purement niés ou noyés dans un verbiage nationaliste.

Lors de la réunion du 22 décembre à l'AGECA, on a pu entendre le sieur Smolar, membre du KOR, prêcher la modération aux ouvriers polonais, qui, en étant"irresponsables", risqueraient de "mettre en danger le pays". Pour lui, il n'y a pas de lutte de classe et le "marxisme est mort comme théorie". Tout son discours crachait le nationalisme le plus immonde : "Notre indépendance", "se battre pour la Pologne", etc. Bref, Monsieur Smolar est un vrai polonais, un bon patriote, prêt à ce que les ouvriers se sacrifient jusqu'au dernier pour "sa patrie".

Un mois plus tard, lors des forums organisés à la FNAC par la revue "L'Alternative", même scénario. On peut voir la plupart des dissidents qui présidaient la réunion tenter de montrer que "leur pays" était un cas particulier. Le hongrois Kende affirma que "chez nous", c'est différent : "on a de la viande", que de toute manière "chaque pays suit sa chronologie propre".

L'écrivain roumain Paul Goma ne voulait pas être en reste. Tout en parlant, visiblement à contre-coeur de l'existence d'un mouvement de classe en Roumanie, Goma s'est lancé dans un discours larmoyant sur "la conscience roumaine écrasée". En fait, l'"opposition" au régime n'était pas vraiment ouvrière, elle est "nationale" depuis... .. le 23 août 1944. (Avant, il n'y avait donc pas de répression et de terreur ?). Les leçons de la Pologne ? "Nous (sous-entendu:les vrais"patriotes roumains") n'avons ni mouvement syndical", ni -ô comble de la misère- de "bons prêtres" : ce sont des flics en soutane. Les ouvriers ? "On" n'a pas d'intellectuels pour... les "alphabétiser". Bref, pour Monsieur Goma, les "ouvriers sont des cons".

Plus "radical" était le langage de Jiri Pelikan, ex-directeur de la télévision tchécoslovaque en 68, et... nouveau député du PS italien. Il peut se payer le luxe de faire la morale à ses confrères "dissidents" en leur demandant de ne pas faire de "glorification de l'occident"."Il y avait collaboration entre gouvernements de l'Est et de l'Ouest face au mouvement ouvrier de Pologne. La Tchécoslovaquie montrait l'échec de tout mouvement dans un seul pays. Les changements (lesquels ?) ne pouvaient être que violents par des explosions sociales". Tout ce discours aurait pu faire frémir les Goma, Kende, etc, si Pelikan n'avait précisé les changements qu'il souhaitait : des changements sur le plan démocratique, avec syndicats et élections"libres". Voilà donc jusqu'où va le "radicalisme" de Pelikan : des réformes, même violentes, mais surtout pas de révolution !

Vladimir Borissov, récemment exilé en France, après 9 ans passé dans les asiles psychiatriques, et militant du syndicat "libre" SMOT en Russie, a été le seul dans les forums où il a participé à ne pas tenir de discours nationaliste ou social-démocrate. Ce présentant comme un ouvrier, il en appelle à la solidarité internationale de tous les ouvriers par la lutte de classe et refusait de considérer comme "socialiste" l'Etat russe.

Cependant, même pour les meilleurs éléments se réclamant ouvertement de la lutte de classe internationale, les illusions pèsent encore de tout leur poids : croire qu'envoyer des télégrammes de protestation à Brejnev est efficace, croire qu'une organisation syndicale est un moyen de lutte dans les pays de l'Est, alors qu'en Pologne, "Solidarité" joue parfaitement son rôle de pompier social.

Dans les faits, les éléments ouvriers sincères comme Borissov servent de caution de gauche à la dissidence.

Dans les faits, la plupart des dissidents qu'on a pu entendre dans ces réunions, ont bien rempli leur fonction. Ils ont réussi le plus souvent à contenir les débats dans un cadre strictement national ; à renforcer les illusions"démocratiques" d'un public petit-bourgeois à la recherche d'émotions exotiques.

... ET LEURS SOUTIENS

Il est particulièrement intéressant aussi, de voir le rôle joué par les groupes qui donnaient salles et parole aux dissidents.

En premier lieu, la revue "L'Alternative", fondée par l'éditeur Maspéro et dont la rédaction est composée "en partie" de dissidents de l'Est. La revue montre la couleur : "pour les libertés démocratiques" ; faire appel au "soutien organisé de l'opinion publique" (?) aux luttes des pays de l'Est. Maspéro affirmait dans un forum : "nous ne sommes ni de droite ni de gauche, mais pour la Pologne" ; "mais pour donner la parole aux polonais".

Maspéro, après avoir vendu du "tiers-monde" à la pelle dans les années 60 à la petite-bourgeoisie réactionnaire "de gauche", vend maintenant de "la Pologne, de l'URSS" sur le marché des idéologies "démocratiques".

Tous les intellectuels ex-gauchistes, style Maspéro et "l'Alternative" ne sont pas de simples "bonnes volontés" qui se fourvoieraient. Ce sont des agents des illusions bourgeoises les plus pernicieuses. Hier, comme aujourd'hui. En quittant leurs vêtements sales du stalinisme tiers-mondiste pour les vieilles guenilles démocratiques, ils n'ont pas changé de camp. Ils sont restés dans le même : le camp bourgeois.

Les autres groupes participants ont joué le même rôle que"l'Alternative". Les syndicalistes "libertaires" de l'UTCL malgré leur verbiage "radical" contre le capitalisme d'Etat et pour "l'autonomie ouvrière" sont les frères d'armes des syndicats bourgeois, comme la CFDT qui tenait son meeting sur les pays de l'Est le 22 décembre. En préconisant le "syndicalisme libre", en cajolant les "dissidents", l'UTCL se situe sur le même terrain capitaliste que la gauche et les gauchistes.

QUELLE SOLIDARITE ?

Officiellement, la raison de ces réunions était la "solidarité" qui devait être donnée aux ouvriers en lutte à l'Est. Les souscriptions étaient faites pour acheter du matériel d'imprimerie pour "Solidarité".

La solidarité ouvrière n'est pas une question d'achat de matériel, surtout quand celui-ci doit servir aux ennemis du prolétariat polonais : les syndicalistes de "Solidarité" qui dans leur tract en appelent à la "responsabilité nationale des ouvriers".

Elle n'est pas un appel à "l'opinion publique", mot derrière lequel se cachent tous les ennemis du prolétariat. Ni un appel à des "français", "anglais" pour aider les "polonais" dévoyant des éléments sincères sur un terrain national.

Aujourd'hui, la seule solidarité avec les ouvriers de l'Est, c'est le déclenchement de la lutte de classe dans tous les pays.

Etre solidaires, c'est montrer clairement aux prolétaires et aux éléments révolutionnaires des pays de l'Est qui commencent à surgir, qui sont leurs ennemis : les bourgeoisies et syndicalistes "démocrates" de gauche et de droite de tous les pays.

Etres solidaires, c'est les encourager à demeurer toujours fidèles au mot d'ordre des ouvriers de Gdansk en août 80 : "Ne comptons que sur nos propres forces!" Les éléments sincères qui se réclament de la lutte internationale du prolétariat n'ont qu'une voie à suivre, s'ils ne veulent pas rester les otages du milieu bourgeois de la dissidence : rompre immédiatement avec ce milieu.

Prolétaires de l'Est, immigrés à l'Ouest, ne comptez pas sur les Maspéro, Smolar, Goma, et autres "dissidents", ni sur les syndicalistes à la CFDT ou à l'UTCL. Ils travaillent contre vous, pour l'ordre capitaliste.

Ch.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

● *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

● *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

● *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

● *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

● *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

● *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

● *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

● *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de"soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*

● *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

● *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.